

Mentions légales

La cohorte EpiCov est une recherche impliquant la personne humaine, elle est réalisée conformément aux articles L1121-1 et suivants du Code de la santé publique, relatifs aux recherches impliquant la personne humaine.

Vu l'avis favorable du Comité de protection des personnes (CPP Sud-Méditerranée III) en date du 24/04/2020,

Vu l'avis d'examen favorable du Conseil national de l'information statistique, l'enquête EpiCov a obtenu le visa n° 2021X711SA du Ministre de l'économie et des finances, valable pour les années 2021 et 2022,

Vu l'autorisation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) du 25/04/2020.

Un traitement de vos données personnelles va être mis en œuvre pour permettre de collecter les données nécessaires et d'analyser les résultats de la recherche au regard de l'objectif de cette dernière. Ce traitement de vos données est placé sous la responsabilité conjointe du président-directeur général de l'Inserm, M. Gilles Bloch, et du directeur de la DREES, M. Fabrice Lenglard.

Ce traitement est encadré par le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, dit règlement général sur la protection des données (RGPD), par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que par la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques qui réglementent le recueil et l'utilisation de données personnelles dans le cadre de cette cohorte. Il répond à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont sont investis l'Inserm et la DREES qui justifie l'utilisation de vos données de santé à des fins de statistiques et de recherche scientifique.

Pour cela, les données suivantes vous concernant seront recueillies dans la mesure où ces données sont nécessaires aux objectifs visés : données démographiques et sociales, données de santé (incluant notamment la présence de symptômes évocateurs d'une infection par le SARS-CoV-2 et la santé mentale), conditions de vie en période de confinement, situations professionnelle et financière, situation affective, orientation sexuelle, consommation d'alcool ou autres substances, positionnement sur une échelle politique, opinions et représentations en lien avec la crise sanitaire. Ces données ne feront pas apparaître vos noms et prénoms mais seront associées à un code ou à un numéro d'ordre. Elles seront transmises à l'Inserm et à la DREES.

Les informations concernant votre identité ne seront connues que de Ipsos et de la Poste, afin de leur permettre de vous contacter le temps nécessaire à votre suivi, et seront supprimées six mois après la fin de la collecte. L'Insee, par son accès aux données fiscales détaillées, conserve également ces informations de contact jusque septembre 2023, pour permettre le rapprochement avec des données fiscales et médicales. Les réponses aux questionnaires, ainsi que les résultats des prélèvements réalisés seront conservés pendant 10 ans à compter de la fin de la collecte pour les besoins de la cohorte. Ils seront archivés au-delà de cette durée, pendant une durée conforme à la réglementation en vigueur.

La participation à l'enquête EpiCov n'est pas obligatoire. Si vous ne souhaitez pas être à nouveau sollicité, ou si vous voulez exercer vos droits d'accès à vos données, de rectification de vos données et vos droits d'opposition et à la limitation de votre traitement vous pouvez contacter le numéro indiqué en haut à gauche de ce courrier ou écrire à drees-rgpd@sante.gouv.fr ou à l'adresse postale à : Référente RGPD de la DREES 14 avenue Duquesne 75730 Paris 07, en associant le code EPICOV à la demande.

Une documentation plus complète concernant le protocole, les données qui seront collectées au cours de l'enquête et vos droits est disponible sur le site internet de l'enquête, www.epicov.fr et sur le site internet de la DREES, <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr>. En cas de difficulté pour exercer vos droits ou pour toute question relative au traitement de vos données, vous pouvez également contacter la déléguée à la protection des données de l'INSERM par mail : dpo@inserm.fr ou par voie postale : Déléguée à la protection des données, 101 rue de Tolbiac, 75013 Paris.

Vous pouvez si vous l'estimez nécessaire adresser une réclamation auprès de la CNIL.